

Chapitre 7.

Conservation militarisée et mobilisation armée au Parc National de Kahuzi-Biega, Sud-Kivu, République Démocratique du Congo

N. Romain LWABOSHI¹⁹⁶, Fergus SIMPSON¹⁹⁷, Yves IKOBO¹⁹⁸ &
Papy MULUME¹⁹⁹

Résumé

Cette étude est une contribution aux débats en cours sur la conservation militarisée et la mobilisation armée dans les aires protégées situées dans des environnements violents. En s'appuyant sur des données collectées dans les villages périphériques du Parc National de Kahuzi-Biega, elle montre comment la conservation militarisée a contribué à la résistance violente des communautés locales au cours des dernières années mais cette dernière ne justifie pas la mobilisation des groupes armés à l'intérieur du parc. L'article montre comment les caractéristiques socio-structurelles du paysage dans lequel le parc est intégré ont conduit à un état de mobilisation et de violence des groupes armés apparemment perpétuel. Les agents individuels peuvent soit servir à reproduire, soit à remodeler la structure sociale par les conséquences involontaires de

¹⁹⁶ Enseignant et chercheur à l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR-Bukavu) de Bukavu

¹⁹⁷ Postdoctoral researcher at the University of Antwerp's Institute of Development Policy

¹⁹⁸ Chercheur à l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR-Bukavu) de Bukavu

¹⁹⁹ Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu

leurs actions, déclenchant ainsi une boucle de rétroaction qui se renforce d'elle-même. Nous concluons que, bien que la conservation militarisée inter-agit avec la structuration de la mobilisation dans le paysage du Kahuzi-Biega, elle n'en fait probablement pas partie intégrante.

Mots clés : Conservation militarisée, mobilisation armée, PNKB

Introduction

En octobre 2021, un groupe des peuples autochtones « Batwa » s'est soulevé contre l'autorité du Parc National de Kahuzi-Biega (PNKB) à l'est de la RDC. Ce groupe a réoccupé de force « leurs terres ancestrales à l'intérieur du Parc ». En riposte, des bataillons conjoints d'éco-gardes et de militaires des Forces Armées de la RDC ont tenté de les expulser de la partie occupée mais en vain. Les Batwa ont juré qu'ils ne quitteraient en aucun cas la « terre de leurs ancêtres » pour la deuxième fois. Le conflit qui s'en est suivi a entraîné la perte en vie humaine dans les deux camps (au moins 13 Batwa et 2 éco-gardes tués), l'arrestation et l'emprisonnement de plusieurs leaders Batwa et la destruction de centaines d'hectares de forêt dans la partie Haute altitude à l'intérieur du Parc.

En effet, bien que la conservation militarisée en place au PNKB ait joué un rôle capital pour la préservation des forêts primaires et des écosystèmes associés, la décision des Batwa de se soulever contre les autorités du parc n'est en aucun cas la seule motivation de la présence des groupes armés au PNKB. On se souviendra que l'une des conséquences des conflits armés à l'est de la RDC depuis les années 1990 a été la prolifération des groupes armés dans les aires protégées²⁰⁰. La majorité des petits groupes armés se sont retranchés au parc pour y exploiter les minerais et ne sont pas (principalement) motivés par les conflits découlant de la conservation

200 Simpson, F.O. and Geenen, S. Batwa return to their Eden? Intricacies of violence and resistance in eastern DR Congo's Kahuzi-Biega National Park', *The Journal of Peasant Studies*, 2021, pp. 1–19

militarisée en place, même si certains miliciens tirent profit des conflits opposant le parc aux communautés riveraines pour justifier leur activisme, et recrutent des jeunes qu'ils utilisent dans l'exploitation illicite des ressources naturelles du parc. Dans cet article, nous soutenons que la majorité des groupes armés actuels existeraient encore très certainement au PNKB, avec ou sans conflits opposant les communautés locales au parc. Pour comprendre les mobilisations armées dans le PNKB, nous analysons comment des dynamiques sociales plus larges donnent lieu à un état perpétuel de militarisation dans la région.

L'analyse s'appuie sur un travail de terrain mené d'août 2019 à février 2020 et d'avril à juin 2021 dans villages contigus au Parc National de Kahuzi-Biega à Kalehe (Mbinga sud, Bitale et Mubugu) et Kabare (Katana, Burgorhe, Miti) où nous avons interviewé les enquêtés au sein de leurs communautés locales. Les interviews réalisées dans la ville de Bukavu et à Katana en octobre 2023 ont complété ces données collectées autour du Parc. Les acteurs rencontrés sont principalement des membres des communautés locales, des leaders des groupes armés et des acteurs impliqués dans l'exploitation illicite des ressources naturelles du parc. Les informateurs ont été sélectionnés par le biais d'une stratégie d'échantillonnage en boule de neige, dans laquelle un acteur local ou une figure d'autorité identifiait d'autres informateurs sur la base des questions posées. Nous avons souvent dû "suivre notre nez", écouter les ragots qui pouvaient mener à des sources ou des informations pertinentes pour obtenir les informations sur l'exploitation illicite des ressources naturelles par les groupes armés dans le parc.

Les données ont été collectées en utilisant les méthodes ethnographiques, notamment des entretiens semi-structurés, des groupes de discussion, des promenades en transect et des observations participantes. Les données de terrain et la revue de la littérature ont permis de comprendre la chronologie de la mobilisation armée dans le parc.

En effet, certaines des données les plus pertinentes et les plus nuancées ont été obtenues lors de rencontres ponctuelles et spontanées avec des personnes sur les routes menant au parc, ou soit en déjeunant avec eux dans de petits restaurants ou dans des bars le soir. Avec ça, l'équipe lui-même a dû devenir, pour un court moment, un agent actif au sein du milieu social dans lequel la recherche a été menée. Des entretiens semi-structurés approfondis ont été conduits avec les chefs de trois groupes armés et quatre groupes de discussion avec leurs miliciens. L'équipe a organisé sept groupes de discussion avec les membres des communautés locales et a interviewé six éco-gardes à Tshibati et à Miti. A Bukavu, nous avons réalisé une cinquantaine d'entretiens avec des représentants d'ONG locales et internationales, de l'ICCN, les membres de la société civile et les ressortissants de la zone d'étude. Les données collectées ont été triangulées avec des rapports d'ONG, des articles en ligne et des articles de presse. Les données ont été codées en utilisant des catégories identifiées à partir de la littérature sur la militarisation verte en période de conflit.

La section suivante décrit la forme et les effets de la conservation militarisée au PNKB, en mettant l'accent sur les conflits qu'elle a suscités au sein des communautés locales périphériques du parc. Tout d'abord, nous présentons l'historique des conflits violents et des mobilisations armées autour du parc. Ensuite, nous décrivons les facteurs des motivations et des opportunités de mobilisation armées dans la zone et une série de pratiques sociales mises en œuvre par des agents individuels qui servent à reproduire et à remodeler ces facteurs dans le temps et dans l'espace. Les interactions entre la mobilisation armée et les pratiques militarisées de la conservation en place au PNKB sont ensuite examinées. Nous concluons ensuite sur la contribution de nos résultats à la littérature plus large sur la conservation militarisée et la mobilisation armée dans les contextes conflictuels.

1. La conservation militarisée et tensions communautaires dans la périphérie du PNKB

Les écologistes politiques et les géographes critiques ont mis en évidence la façon dont les processus de territorialisation et d'enfermement pour la conservation militarisée peuvent déposséder les communautés locales de leurs terres, ressources et histoires traditionnelles²⁰¹. Plus récemment, les chercheurs se sont intéressés à la mise en œuvre et aux effets des formes militarisées de conservation, ou à ce que l'on appelle désormais la "militarisation verte"^{202 203}. La conservation militarisée se manifeste par le recours aux armes de qualité militaire pour faire respecter les normes de conservation^{204, 205, 206}; l'application de stratégies paramilitaires pour appréhender les braconniers et autres exploitants illégaux de ressources^{207, 208, 209}; les collaborations entre les armées nationales, les opérations de maintien de la paix de l'ONU et les éco-gardes^{210, 211}; et le déploiement de technologies de surveillance telles que les drones, les satellites, les caméras numériques et les appareils audio au service de la

201 Neumann, R.P. *Imposing Wilderness: Struggles Over Livelihood and Nature Preservation in Africa*, University of California Press, 1998.

202 Lunstrum, E. 'Green Militarization: AntiPoaching Efforts and the Spatial Contours of Kruger National Park', *Annals of the Association of American Geographers*, 104(4), 2014, pp. 816–832

203 Duffy, R. 'Waging a war to save biodiversity: the rise of militarized conservation', *International Affairs*, 90(4), 2014, pp. 819–834

204 Lunstrum, E. 'Capitalism, Wealth, and Conservation in the Age of Security: The Vitalization of the State', *Annals of the American Association of Geographers*, 108(4), 2018, pp. 1022–1037

205 Massé, F. and Lunstrum, E. 'Accumulation by securitization: Commercial poaching, neoliberal conservation, and the creation of new wildlife frontiers', *Geoforum*, 2016, 69, pp. 227–237.

206 Asiyambi, A.P. 'A political ecology of REDD+: Property rights, militarised protectionism, and carbonised exclusion in Cross River', *Geoforum*, 2016, pp. 146–156.

207 Minarchek, M. 'Creating environmental subjects: Conservation as counter-insurgency in Aceh, Indonesia, 1925–1940', *Political Geography*, 2020, p. 81

208 Dutta, A. 'Forest becomes frontline: Conservation and counter-insurgency in a space of violent conflict in Assam, Northeast India', *Political Geography*, 2020, p. 77

209 Adams, W.M. 'Geographies of conservation II: Technology, surveillance and conservation by algorithm', *Progress in Human Geography*, 43(2), 2019, pp. 337–350.

210 Verweijen, J. and Marijnen, E. 'The counterinsurgency/conservation nexus: guerrilla livelihoods and the dynamics of conflict and violence in the Virunga National Park, Democratic Republic of the Congo', *The Journal of Peasant Studies*, 45(2), 2018, pp. 300–320

211 Simpson, F.O. and Geenen, S. 'Batwa return to their Eden? Intricacies of violence and resistance in eastern DR Congo's Kahuzi-Biega National Park', *The Journal of Peasant Studies*, 0(0), 2021, pp. 1–19

conservation^{212, 213}. Ces approches sont de plus en plus populaires en tant que moyen d'atteindre les objectifs de conservation dans des zones de conflit ou des "environnements violents"^{214, 215}.

L'une des critiques sociales les plus puissantes de la conservation militarisée est qu'elle tend à intensifier et à prolonger les dynamiques de conflit existantes²¹⁶. Par exemple, en Afrique du Sud- au Parc National Kruger, Lunstrum²¹⁷ montre comment la conservation militarisée a conduit à "une course aux armements entre les braconniers et les forces anti-braconnage". Ybarra²¹⁸ décrit des "pratiques contre-insurrectionnelles sédimentées" générées par des territorialisations consécutives au Guatemala, y compris, entre autres, la conservation militarisée, qui ont créé un paysage reliant un "passé violent à un présent violent". Sur base de cette évaluation, la militarisation engendre encore plus de militarisation à travers une dynamique circulaire qui se renforce d'elle-même et qui est difficile à désamorcer une fois qu'elle est enclenchée²¹⁹. D'autres commentateurs²²⁰ se sont opposés à la conservation militarisée au motif qu'elle sert à étendre la portée des États coercitifs dans des régions isolées à la périphérie du pouvoir politique et économique. Selon ce raisonnement, la conservation n'est que d'une importance secondaire par rapport à la tâche plus importante qui consiste à amener les populations indisciplinées, ainsi que leurs terres et leurs ressources, sous le contrôle

212 Millner, N. 'As the drone flies: Configuring a vertical politics of contestation within forest conservation', *Political Geography*, 2020, p. 80

213 Sandbrook, C. 'The social implications of using drones for biodiversity conservation', *Ambio*, 44(4), 2015, pp. 636–647.

214 Büscher, B. and Ramutsindela, M. 'Green violence: Rhino poaching and the war to save Southern Africa's peace parks', *African Affairs*, 115(458), 2016, pp. 1–22.

215 Lunstrum, E. 'Green Militarization: AntiPoaching Efforts and the Spatial Contours of Kruger National Park', *Annals of the Association of American Geographers*, 104(4), 2014, pp. 816–832.

216 Duffy, B. E., & Hund, E. "Having it All" on Social Media: Entrepreneurial Femininity and Self-Branding Among Fashion Bloggers. *Social Media + Society*, 1(2), 2015.

217 Op.Cit, 2014

218 Megan Ybarra. Taming the jungle, saving the Maya Forest: sedimented counterinsurgency practices in contemporary Guatemalan conservation, *The Journal of Peasant Studies*, 2012, 39:2, 479-502.

219 Duffy, R. et al. 'Why we must question the militarisation of conservation', *Biological Conservation*, 2019, pp. 66–73.

220 Nancy Lee Peluso & Peter Vandergeest. Political Ecologies of War and Forests: Counterinsurgencies and the Making of National Natures, *Annals of the Association of American Geographers*, 2011, 587-608

des États-nations, ce qui conduit à une déposssession et à une répression accrue^{221 222}.

Cet article a pour but d'agir comme une contribution à la littérature sur la relation entre la conservation militarisée et la mobilisation armée dans des environnements violents. Nous pensons qu'en se concentrant trop sur la conservation, cette littérature passe à côté des conditions politico-économiques plus fondamentales qui conduisent à la prolifération des groupes armés à l'intérieur des aires protégées. Pour le cas du PNKB, la conservation de la forteresse fournit certaines motivations ("griefs") qui peuvent alimenter des dynamiques plus larges de mobilisation armée, mais ne suffit pas à créer la concentration intense de groupes armés à l'intérieur du parc. Dans des régions comme l'est de la RDC où l'État s'efforce de conserver le monopole des moyens de violence, les conditions qui produisent la mobilisation armée sont en place indépendamment de la présence des aires protégées - militarisées ou non. La question est alors de savoir si la conservation coercitive tend à intensifier, à diminuer ou a un impact neutre sur ces conditions. La réponse à cette question n'est en aucun cas déterministe.

2. Conservation et conflit dans et autour du Parc National de Kahuzi-Biega

D'une superficie de 6 000 km², le PNKB est situé à cheval sur les provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et du Maniema, à l'est de la RDC. Il est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1980 et a été classé patrimoine mondial en péril en 1997 en raison des effets du conflit et des menaces qui pèsent sur sa biodiversité. Il abrite une importante population de gorilles des plaines orientales (*gorilla beringei graueri*), une espèce menacée, et constitue l'une des trois zones protégées les plus importantes

221 Minarchek, M. 'Creating environmental subjects: Conservation as counter-insurgency in Aceh, Indonesia, 1925–1940', *Political Geography*, 2020, p. 80

222 Muralidharan, R. and Rai, N.D. 'Violent maritime spaces: Conservation and security in Gulf of Mannar Marine National Park, India', *Political Geography*, 2020

pour la conservation de la biodiversité dans le rift albertin. Le parc est une zone de conservation fortifiée, ce qui signifie que ses forêts sont protégées exclusivement à des fins de conservation, de recherche scientifique et de tourisme, par opposition aux utilisations locales des terres.

Au cours de son histoire, le PNKB a connu trois mutations importantes. Il a été créé en 1937 sous le régime colonial belge avec le statut de Réserve du Mont Kahuzi dans le but de protéger la biodiversité unique du parc, ce qui lui a donné le statut de " Réserve Naturelle Intégrale " où l'accès aux ressources naturelles était restreint, mais pas interdit. Dans un deuxième temps, à partir de 1970, le gouvernement congolais du président Mobutu a transformé la réserve en un parc national à part entière. Cela signifie que les populations locales ne sont plus autorisées à vivre ou à extraire des ressources à l'intérieur de ses limites. Dans un troisième temps, en 1975, le gouvernement a étendu le parc pour y inclure un vaste secteur de plaine. Au cours des années 1970, environ 13 000 personnes, dont des groupes d'indigènes Batwa, ont été expulsées de force à l'intérieur des limites du parc.

L'approche de conservation coercitive déployée au PNKB a donné lieu à au moins un cas où des personnes dépossédées de leurs terres se sont mobilisées contre les autorités du parc, ce qui a conduit à un conflit violent. Cela s'est produit en octobre 2018 lorsque des groupes d'autochtones Batwa sont retournés de force dans les forêts du secteur de Haute altitude du Parc d'où ils avaient été expulsés lorsque la Réserve a été transformée en Parc National. Simpson et Geenen²²³ affirment que les raisons pour lesquelles les Batwa ont pris la décision de retourner dans leurs terres ancestrales à ce moment précis sont triples : premièrement, l'impossibilité d'obtenir une compensation et des droits d'accès à leurs terres ancestrales par des voies formelles et légales; deuxièmement, l'augmentation des menaces pesant sur la dignité, l'identité et les moyens de subsistance

²²³ Simpson, F.O. and Geenen, S. 'Batwa return to their Eden? Intricacies of violence and resistance in eastern DR Congo's Kahuzi-Biega National Park', *The Journal of Peasant Studies*, 0(0), 2021), pp. 1–19

des Batwa au cours des dernières années; et troisièmement, l'émergence d'opportunités de forger des alliances avec des acteurs plus puissants, de manière à consolider le pouvoir du groupe et à lui permettre d'exploiter les ressources naturelles contenues dans la forêt à des fins commerciales.

Dans cet article, nous ne souhaitons pas contester cette analyse. Notre objectif est plutôt de montrer que, bien qu'il y ait une résistance à la conservation militarisée et à son application au PNKB, les principales causes de mobilisation des groupes armés au parc existeraient quelle que soit la méthode utilisée pour lutter contre les menaces qui pèsent sur ce parc. En d'autres termes, il est peu probable que le maintien ou la suppression du financement de la conservation militarisée modifie de manière significative la prédominance des miliciens au PNKB. Nous soutenons que la mobilisation des groupes armés est si répandue dans le parc en raison d'une relation dynamique entre les acteurs individuels travaillant pour les groupes armés et les conditions sociales durables que ces mêmes acteurs servent à reproduire. Bien que la lutte des Batwa représente peut-être l'exemple le plus évident de résistance à la conservation militarisée au PNKB, ils ne constituent pas le seul groupe en conflit avec le parc. L'histoire de création du PNKB renseigne qu'il existe de multiples conflits liés à la matérialisation de ses limites dans les différents territoires riverains. Par exemple, un représentant de la société civile locale nous a raconté comment l'ICCN est venu redéfinir les limites du parc à l'aide de la technologie GPS en 1997, mais a fini par prendre des terres supplémentaires qui appartenaient auparavant à la population locale. « L'ICCN a planté des eucalyptus pour délimiter le parc, mais ces arbres ont semé des graines qui ont poussé à côté du parc, sur des terres appartenant à des particuliers. L'ICCN a alors prétendu que ces terres faisaient partie du parc, ce qui a poussé la population locale à protester et à accuser l'ICCN de la priver de ses terres »²²⁴.

224 Entretien avec un chef local, Katana centre, territoire de Kabare en date du 09/09/2021

La population a déposé une plainte auprès de l'ICCN au sujet de la question des limites, mais en vain, ce qui a soulevé les communautés locales contre le parc. La destruction des cultures par les animaux sauvages est une autre source de conflit opposant les communautés locales contre le parc. Nous avons reçu de nombreux témoignages au sujet de grands mammifères (babouins, gorilles, chimpanzés, éléphants) qui détruisent les champs des fermiers locaux. Selon un chef local, la population a demandé à plusieurs reprises à l'ICCN de retirer les babouins et de l'indemniser pour les dommages causés, mais dans la plupart des cas, l'indemnisation n'a pas été accordée. Lorsque les gens décident de prendre les choses en main, de tuer les animaux ou de les chasser, ils s'exposent à des amendes pouvant aller jusqu'à 200 \$, voire à des peines de prison. « Chaque année, les babouins dévastent nos champs et l'ICCN nous a demandé de déposer une plainte. Mais ces plaintes se sont accumulées à ses bureaux et sont restées sans réponse. Aujourd'hui, je dois payer des gens pour protéger mes champs des babouins tous les jours de la semaine. C'est moi qui dois supporter le coût du parc »²²⁵

Le fait que la majorité des personnes vivant autour du parc ne reçoivent que peu ou pas d'avantages économiques résultant de la conservation constitue une autre source de conflit parc-populations. Sur le plan matériel, les attentes de la population concernant ce que le parc devrait fournir en échange des restrictions imposées par la conservation peuvent être divisées en deux catégories : les projets de développement et les opportunités d'emploi. En ce qui concerne les premiers, un représentant local de la société civile a imploré : "nous voulons que l'ICCN mène des projets durables dans nos villages - constructions d'écoles, élevage, électrification. Si nos villages sont électrifiés, nous n'irons plus chercher de charbon de bois au parc ! Le PNKB collabore bien avec le Mwami, mais pas avec la population locale. Nous aimerions avoir nos propres interlocuteurs au parc, mais pas avec le Mwami corrompu »²²⁶!

225 Bien que la plupart des éléphants aient fui le parc depuis la prolifération des groupes armés à l'intérieur de ses frontières pendant les rébellions à l'Est de la RDC

226 Focus group dans le village de Lwiro, en Territoire de Kabare, en date du 21/04/2021

De nombreuses personnes interrogées ont également déploré le manque d'opportunités d'emploi dans le parc. Un paysan a décrit comment "les ONG viennent ici mais ne recrutent pas dans la population locale. Elles n'emploient que des personnes haut placées [c'est-à-dire des élites]". Les violations des droits de l'homme commises par les éco-gardes à l'encontre de la population locale ont encore intensifié la colère à l'égard du parc. Nous avons recueilli des accusations d'arrestations arbitraires, de corruption et d'exécutions extrajudiciaires : « parfois, lorsque nous sommes dans nos champs, l'ICCN vient nous arrêter et nous mettre en prison. Nous disons que nous n'avons rien fait, mais ils nous amènent quand même en prison et appellent ensuite nos familles pour qu'elles apportent de l'argent afin de nous libérer. Parfois, nous devons payer beaucoup d'argent ! S'il s'agit d'une petite somme à payer pour être libéré, ce n'est souvent pas inférieur à 100 \$ américains »²²⁷. Même s'il existe des exemples contraires, les éco-gardes sont rarement tenus pour responsables des abus tels que ceux décrits ci-dessus, ce qui ne fait qu'aggraver les conflits locaux à l'égard du parc. En conséquence, certaines personnes considèrent les éco-gardes comme un groupe armé parmi d'autres opérant dans la région.

Pour conclure, nous soutenons que l'application des mesures de conservation n'est en aucun cas la source principale - ni même secondaire - de l'activisme des groupes armés à l'intérieur du parc. Comme nous le montrons dans les sections suivantes, les groupes armés ont une longue histoire dans la région du PNKB, et leur présence à l'intérieur au parc peut s'expliquer par des dynamiques qui n'ont rien à voir avec la gouvernance du parc.

3. Défi de la conservation en période de conflit armé

Les territoires riverains du PNKB ont été des terrains d'activisme des groupes armés depuis les années 1990. Ici, nous identifions plusieurs phases de mobilisation armée qui ont affecté la conservation dans la région du PNKB, tout en lui restant extérieures. La "Guerre de Masisi" a éclaté

²²⁷ Focus group dans le village de Lwiro, en Territoire de Kabare, en date du 21/04/2021

dans la province du Nord-Kivu, entre 1993-1994. Opposant les migrants aux populations autochtones, ce conflit a conduit à la mobilisation généralisée de groupes armés dans les territoires de Kalehe et Walikale, contigus au PNKB²²⁸. Les conflits armés dans le Territoire de Masisi s'étaient prolongés jusqu'au Sud-Kivu dans la périphérie du PNKB où les groupes armés se sont fortement impliqués dans les exactions contre les civils, l'extraction et le commerce des minerais ainsi que d'autres ressources naturelles du parc.

Cependant, la crise qui a suivi le génocide rwandais (avril-juillet 1994) aura été l'événement déclencheur des conflits armés en RDC. Le génocide a conduit plus d'un million de rwandais au refuge à l'est du Congo jugé relativement calme à cette époque. Malheureusement, parmi les réfugiés, il y avait environ 50 000-65 000 soldats de l'ancienne armée rwandaise et des Interahamwe²²⁹. Deux grands camps des réfugiés rwandais ont été aménagés autour du PNKB²³⁰. En septembre 1996, l'AFDL-Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (Zaïre à l'époque), appuyée par l'Armée Rwandaise ont lancé une offensive à partir d'Uvira et déclenchèrent la première guerre du Congo (1996-1997). Alors que les rebelles avançaient vers Bukavu, des milliers de réfugiés et Interahamwe fuirent au PNKB pour échapper aux représailles. C'est à ce moment-là que les pillages et les attaques contre les civils commencèrent à devenir monnaie courante autour du PNKB. Selon un agriculteur, "c'est à ce moment-là que tous nos problèmes ont commencé"²³¹. En réaction à l'activisme des FDLR, certaines communautés locales ont formé des forces d'auto-défense pour se protéger.

La première guerre du Congo a pris fin en mai 1997 après que l'AFDL renversa le régime de Mobutu à Kinshasa. Mais l'espoir d'une paix durable

228 Vlassenroot, K., Mudinga E & Hoffman, K. *Contesting Authority: Armed rebellion and military fragmentation in Walikale and Kalehe, North and South Kivu*. Rift Valley Institute, 2016.

229 Op.Cit, 2016

230 Interview avec un membre de la société civile locale à Bitale, avril 2021

231 Interview avec une agricultrice à Kabushwa/Katana, avril 2021

n'était pas fondé. La deuxième rébellion, (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) a déclenché une guerre en août 1998, lorsque le Président Laurent Désiré Kabila tenta d'expulser de la RDC ses anciens alliés rwandais et ougandais. Cette rébellion déclencha une nouvelle vague de mobilisations armées à l'est de la RDC, attirant les armées de neuf pays africains et une vingtaine de factions rebelles congolais. Tout au long de la guerre, le gouvernement rebelle du RCD soutenu par le Rwanda parvint à contrôler une grande partie de l'est de la RDC à l'époque. Pendant ce temps, d'autres régions du parc étaient sous le contrôle des FDLR et des "Maï-Maï". Au cours de cette période, l'ICCN perdra entièrement le contrôle du parc, ce qui signifie que les rebelles et les civils pouvaient pénétrer dans ses forêts pour y exploiter des ressources sans risque d'arrestation. La deuxième guerre du Congo a finalement pris fin avec la signature de l'accord de paix de Sun City où il a été décidé de démobiliser les différents groupes armés et leur intégration aux FARDC²³².

4. Facteurs socio-structurels de la mobilisation armée

La dynamique des groupes armés dans cette région suit généralement un schéma "circulaire"²³³ selon lequel chaque fois qu'un groupe est démantelé ou vaincu, un autre vient prendre sa place. Ici, nous nous concentrerons sur deux aspects interdépendants de la structure sociale qui rendent l'activité des groupes armés si difficile à gérer. Ces conditions ont créé un paysage de "motivation" et "d'opportunités" qui s'entrecroisent et qui stimulent la formation de groupes armés et la collaboration avec eux. Les motivations à se mobiliser sont générées par (i) des décennies de conflit et d'instabilité structurelle, (ii) la marginalisation et la paupérisation sociale tandis que les opportunités de mobilisation sont créées par (i) l'abondance en ressources naturelles, et (ii) des réseaux puissants d'exploitants illégaux

232 Certains groupes Maï Maï se sont rendus pendant cette période pour rejoindre l'armée nationale, notamment le groupe Maï Maï de Padiri, qui contrôlait de vastes étendues de terres dans le PNKB et ses environs.

233 Marijnen, Esther & Verweijen, Judith. Selling green militarization: The discursive (re)production of militarized conservation in the Virunga National Park, Democratic Republic of the Congo. *Geoforum*, 2016, 75. 274-285. 10.1016/j.geoforum.2016.08.003.

des ressources qui collaborent avec les groupes armés et à des hommes d'affaires ayant des liens avec des marchés plus vastes.

4. 1. Facteurs motivant la mobilisation armée

Comme indiqué précédemment, les villages et les villes entourant les forêts de Kahuzi-Biega ont été ravagés par les conflits armés récurrents depuis le génocide rwandais et les rebellions depuis 1996. Cela a conduit à la véritable « soupe alphabétique » des groupes rebelles opérant à l'intérieur du parc aujourd'hui. Pendant près de trois décennies, l'armée gouvernementale, les forces de police et les éco-gardes de l'ICCN n'ont pas réussi à protéger les communautés locales riveraines des forêts du PNKB contre les attaques et les pillages de ces groupes armés. Comme le dit un chef de village : « je peux confirmer que le parc est une source d'insécurité profonde ici dans notre village mais aussi dans tous les villages environnants, car tout d'abord, étant une forêt, le parc sert de cachette à de nombreux groupes armés et autres personnes de mauvaise foi. Et à tout moment, ces rebelles surgissent et nous attaquent. Pouvez-vous imaginer que d'ici à Katasomwa, il y a une distance d'environ 45 km ? Mais nous vivons dans la peur, car nous savons très bien qu'à tout moment, ces 45 km peuvent être franchis par les rebelles »²³⁴.

A Kabare, la société civile a souvent demandé au gouvernement de démobiliser les groupes armés et de sécuriser la zone. La population se trouve prise en sandwich entre des acteurs étatiques armés d'un côté et des groupes armés non étatiques de l'autre : « les FARDC et l'ICCN soupçonnent la communauté d'être proche des groupes armés, tandis que les groupes armés soupçonnent à leur tour la même communauté de fournir aux FARDC et à l'ICCN des informations sur leurs positions. La communauté est prise en étau entre ces belligérants armés »²³⁵. Face à cette insécurité omniprésente, les gens obtiennent la protection d'un protecteur pour assurer leur vie, leurs biens et leur famille. Ces protecteurs

²³⁴ Interview avec un agriculteur de Katana en date du 21/04/2021

²³⁵ Focus group dans le village de Kahungu/Katana, en date du 17/04/2021

constituent une insécurité sécurisée dans la zone qu'ils contrôlent, ce qui a parfois conduit à un soutien local important aux groupes armés.

Dans une région où l'État est faible ou absent, la décision de ne pas collaborer avec un parrain armé peut être considérée comme tout aussi risquée que la décision de travailler avec lui. Les agriculteurs locaux ont déclaré ce qui suit au sujet du soi-disant chef rebelle "Papa Chance"- au parc de 2019 à 2020 : « nous l'appelions Papa Chance. Nous étions comme ses enfants... il intervenait en cas de conflits conjugaux, en donnant des conseils aux couples. Il a protégé nos villages contre d'autres groupes armés, des bandits qui attaquaient et pillaient nos villages...»²³⁶. Après l'arrestation de Papa Chance, toutes les tracasseries ont réapparues dans notre village et ses environs. Les groupes armés hutus ont repris toutes les positions de Papa Chance... Les soldats du gouvernement sont venus ici après l'arrestation de Papa Chance et sont déjà partis... notre village n'a plus de soldats"²³⁷.

Bien sûr, ces louanges peuvent aussi s'expliquer par le fait que les gens ont toujours peur de prononcer le nom de Chance, même après son arrestation. Cependant, la période de sécurité relative et d'accès aux ressources du parc procuré par Chance a probablement permis à ceux qui vivaient sous sa protection de bénéficier d'un certain soutien local. La deuxième caractéristique de la structure sociale créant de motivation de mobilisation armée est la pauvreté généralisée. La population locale entourant le parc n'a guère accès aux services publics, notamment à l'éducation, aux soins de santé, ni aux possibilités d'emploi en dehors de l'agriculture. L'insécurité alimentaire et le chômage, le manque de services d'appui à l'agriculture paysanne et le recours au bois comme source d'énergie sont autant de problèmes cités par les habitants de la région. Ces conditions de pauvreté incitent à former des groupes armés et à coopérer avec eux afin d'accéder à des opportunités de création de revenus, généralement par l'exploitation illégale des ressources du parc.

236 Focus group dans le village de Kahungu/Katana, en date du 17/04/2021

237 Interview avec les agriculteurs du village de Kabushwa/Katana, en avril 2021

Par exemple, lorsqu'on lui a demandé ce qui motivait les gens à rejoindre son groupe, un chef rebelle a répondu au premier auteur : "Tout d'abord, c'est la pauvreté et le chômage, et donc des raisons économiques"²³⁸. De même, un chef coutumier a déclaré : "Quand les délinquants [les jeunes désœuvrés] apprennent qu'il y a un groupe armé quelque part, ils vont le rejoindre sans se poser de questions"²³⁹. Dans d'autres entretiens, on a expliqué comment les criminels, c'est-à-dire ceux-là qui sont condamnés, considéraient les groupes armés comme une source de sécurité pour eux: "les garçons qui commettaient des crimes, comme le vol ou le viol, rejoignaient les rebelles pour les protéger"²⁴⁰. Tout cela est lié au chômage. Beaucoup d'entre eux ont été dans l'armée. Pendant la période de démobilisation, on leur a dit qu'ils gagneraient suffisamment d'argent pour survivre, mais cela n'a pas été le cas »²⁴¹.

Notons qu'aucune de ces conditions n'explique exclusivement le résultat des pratiques de conservation. Au contraire, la majorité des riverains des zones protégées en RDC vivent les mêmes situations. Qu'elle soit militarisée ou non, la conservation interagit avec ces conditions, mais ne peut pas en être tenue pour responsable. La déclaration suivante d'un chef de village renforce cette observation : « le gouvernement n'encadre pas les jeunes... presque toutes les responsabilités du gouvernement - la réhabilitation des routes, des ponts, des hôpitaux, la création de marchés - sont assumées par des ONG sur le terrain... Comment peut-on s'attendre à ce que le parc soit protégé dans ce contexte? L'insécurité autour du PNKB est une conséquence de la mauvaise gestion des affaires publiques. C'est ce qui explique l'invasion du PNKB²⁴²».

²³⁸ Interview avec un leader d'un Groupe armé à Katasomwa, juillet 2021

²³⁹ Interview avec un chef local à Katana centre, avril 2021

²⁴⁰ Interview dans le village de Katasomwa, juillet 2021

²⁴¹ Interview avec le chef de centre adjoint à Katana, le 13/04/2021

²⁴² Interview avec un leader de Katana en date du 14/04/2021

4. 2. Opportunités permettant la mobilisation armée

Les conditions qui fournissent des opportunités de mobilisation sont doubles : premièrement, le parc fournit une source abondante de ressources biotiques et abiotiques "pillables" qui aident à financer l'activité des rebelles ; deuxièmement, les réseaux bien établis d'exploitants illégaux des ressources naturelles du parc fournissent aux groupes d'insurgés des armes et des liens avec des marchés plus vastes sur lesquels ils peuvent vendre les ressources extraites du parc. Actuellement, le parc s'étend sur les gisements miniers jadis exploités par la société belge Minière des Grands-Lacs (MGL) autour des années 1920. Depuis la deuxième guerre du Congo et le boom mondial du coltan dans les années 2000, l'implication des groupes armés dans l'exploitation illicite des minerais est devenue omniprésente dans le PNKB. On estime qu'il y avait environ 12 000 creuseurs artisanaux des minerais opérant illégalement à l'intérieur des limites du parc au plus fort du boom²⁴³. Cependant, le parc ne représente pas seulement un paysage riche en ressources qui attirent les groupes mais également ses forêts montagneuses constituent un lieu idéal de cachette pour ces derniers. C'est donc la combinaison de l'abondance des ressources, de la couverture forestière et de l'isolement relatif qui fait du parc un endroit si attrayant pour les groupes armés.

La deuxième condition structurelle qui offre une opportunité de mobilisation armée dans la région du PNKB est la présence de réseaux d'exploitants illicite des ressources naturelles²⁴⁴ qui brillent les frontières entre le légal et l'illégal, l'État et le non-État, le civil et le militaire²⁴⁵. Ce flou est en partie le résultat des systèmes de patronage, « marqués par des relations de pouvoir personnalisées composés généralement des

243 D'Souza, A. *Leadership: Trilogy on Leadership and Effective Management*. Paulines Publications, Nairobi, 2003, 1-60.

244 Reno, W. *Corruption and state politics in Sierra Leone*. In *Corruption and state politics in Sierra Leone* Cambridge University Press; African Studies Series, 1995, p. 83.

245 BAYART Jean-François, « La démocratie à l'épreuve de la tradition en Afrique subsaharienne », *Pouvoirs*, 2009/2 (n° 129), p. 27-44. DOI : 10.3917/pouv.129.0027. URL : <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2009-2-page-27.htm>

acteurs étatiques et non étatiques, et à la fois des soldats et des civils »²⁴⁶. L'enchevêtrement d'acteurs militaires étatiques et non étatiques permet aux groupes armés de tirer profit de l'extraction et du commerce de l'or et des ressources ligneuses du parc, ainsi que d'accéder aux armes qui rendent la rébellion possible. Le fait que le parc soit situé non loin des frontières de la RDC avec le Rwanda et le Burundi permet la contrebande des minerais venant du parc sur les marchés internationaux.

Les leaders des différents groupes armés interviewés parlaient souvent de "grands hommes" du gouvernement ou de l'armée qui leur fournissent des armes contre les minerais. Le chef d'un groupe armé a déclaré : "...nous travaillons avec d'autres groupes rebelles ou certaines personnes du gouvernement. Nous vendons nos minerais aux amis de Bukavu ou de Goma...ils nous alertent des attaques imminentes des éco-gardes ou des FARDC, ce qui nous permet de prendre des dispositions avant l'attaque." Les groupes armés actifs au PNKB collaborent avec un réseau d'acteurs qui facilitent la commercialisation des minéraux extraits du parc et d'autres produits forestiers. Les minéraux en provenance du parc entrent dans les chaînes d'approvisionnement validées étant donné qu'il n'y a pratiquement aucun moyen de les différencier des minéraux légaux extraits à l'extérieur du parc.

#1 'Cisayura' : la défense locale

Né dans le village de Kasheke, dans le territoire de Kalehe, Bienvenu Cisayura a créé son groupe armé en 1997 pour défendre la population locale contre les attaques répétées des FDLR autour du PNKB. Comme ils partageaient un ennemi commun que sont les FDLR, le mouvement rebelle RCD, soutenu par le Rwanda, a apporté un soutien financier et une formation à Cisayura. Grâce à ce soutien, il a pu défendre la population contre les FDLR, ce qui a renforcé sa légitimité dans la région. Il en est venu à remplir ce qui aurait normalement été le rôle d'une armée ou d'une

246 Judith Verweijen & Esther Marijnen (2018) The counterinsurgency/conservation nexus: guerrilla livelihoods and the dynamics of conflict and violence in the Virunga National Park, Democratic Republic of the Congo, *The Journal of Peasant Studies*, 45:2, 300-320, DOI: [10.1080/03066150.2016.1203307](https://doi.org/10.1080/03066150.2016.1203307)

force de police. Selon un chef local, "il [Cisayura] est devenu le chef de l'armée et de la police...il est devenu rebelle pendant la période du RCD, d'abord en tant que chef d'un groupe local d'autodéfense de Kabare et de Kalehe. Cisayura a donc formé des jeunes à l'autodéfense locale. La population locale l'aimait beaucoup pour cela. Avec lui, nous pouvions dormir sans nous inquiéter »²⁴⁷.

Cisayura a travaillé pendant plusieurs années comme soldat des FARDC à Kisangani et dans la province de l'Équateur, mais il n'a pas reçu de grade élevé parce qu'il n'avait pas étudié au-delà de l'école primaire. Il était mal payé aux FARDC et mais aussi là il n'avait pas le statut dont il jouissait en tant que chef de la défense locale. Il a finalement quitté les FARDC juste quand le gouvernement lui a proposé de suivre la formation de charpentier : « j'avais un accord avec le gouvernement. Ils m'ont demandé d'aller suivre un cours de menuiserie. Etait-il possible de faire de la menuiserie ? J'avais quand même accepté pour honorer le gouvernement »²⁴⁸.

Alors qu'avant, l'objectif de son groupe armé était de protéger la population locale contre les attaques des FDLR, ses mobilisations les plus récentes semblaient avoir été principalement axées sur l'extraction de minerais et d'autres ressources à l'intérieur du parc afin d'accumuler des richesses. Au cours de ses mobilisations récentes, ses soldats avaient commencé à piller les personnes qu'ils disaient être venus protéger, reproduisant ainsi les conditions d'insécurité et de pauvreté contre lesquelles Cisayura s'était mobilisé.

#2 "Chance" : l'opportuniste

Comme Cisayura, Chance a une longue expérience de port d'armes en RDC. Déjà à 16 ans, il est recruté parmi les "Kadogo" dans la rébellion de l'AFDL contre le régime du président Mobutu. Il combattit en 1997 pendant deux semaines au Congo-Brazzaville pour défendre le président Sassou-Nguesso contre l'avancée des rebelles. La même année, il combattit aux côtés de

²⁴⁷ Entretien avec le chef de groupement intérimaire de Katana en avril 2021

²⁴⁸ Entretien avec Héritier, village de Kaseke, Kalehe, en juin 2020.

l'armée angolaise contre les rebelle de Jonas Savimbi. Il retourna en RDC et participe à la guerre contre la rébellion du RCD, soutenue par le Rwanda, à l'est du pays. En 2002, il est promu capitaine et affecté à Nyabibwe, dans le territoire de Kalehe avec plus d'une centaine de soldats sous son commandement. Apprenant que les Batwa étaient revenus dans le parc en 2018, Chance décida de profiter de la situation et s'est séparé de Shabani pour créer son groupe armé et installa son quartier général à Cirehe, un petit village de Katana situé autour du PNKB. Pour justifier sa présence dans le parc, Chance s'est présenté comme un membre de la Communauté Batwa défendant les droits de ses frères opprimés par l'ICCN, affirmation largement réfutée par les chefs Batwa. « Chance était de la tribu Tembo mais il affirmait qu'il était un Mutwa et que sa famille avait également été expulsée du parc, mais cette affirmation avait été contestée²⁴⁹.

Depuis son quartier général de Cirehe, Chance exploitait les minéraux et le bois au parc avec des soldats démobilisés et des jeunes chômeurs vivant dans les villages périphériques du parc. Ces activités lui ont permis d'accumuler des richesses considérables. Selon un chef local, "Chance est resté dans le parc avec ses miliciens d'où il faisait la loi. Il est devenu très riche en exploitant l'or dans la rivière Nyaweza, en fabriquant du charbon de bois et en sciant des planches". Chance a permis aux jeunes chômeurs de gagner leur vie en leur donnant accès aux ressources du parc et en les employant au sein de son groupe armé. Cependant, Chance affirma sa domination par la terreur et l'intimidation. Il avait creusé un trou dans le parc où il torturait des personnes qui parlaient mal de lui. Ainsi, Chance a servi à recréer les conditions d'opportunité, ainsi que l'incertitude et la marginalisation, au cœur des mobilisations armées autour du parc. Il fut arrêté en mai 2020, puis condamné à la prison à vie le 21 septembre 2021.

²⁴⁹ Chance is reported to have paid \$50 per week to his soldiers.

R#3 'Héritier' : le rebelle réticent

À la mort de son père, le gouvernement a promis de fournir un emploi à Héritier pour qu'il suive ses traces. Mais plus de deux ans plus tard, cette promesse n'avait toujours pas été honorée. Héritier a même contacté l'un des collaborateurs de Cisayura dans l'armée congolaise pour voir s'il pouvait lui trouver un emploi, mais cet homme l'a encouragé à réformer le mouvement rebelle : "à ma grande surprise, il m'a proposé d'entrer dans la milice... quand j'en aurai assez de mes conditions de vie actuelles, je sortirai de ma zone de confort et je rejoindrai le mouvement. Mais pour l'instant, je cherche toujours un moyen alternatif de gagner ma vie, en dehors du mouvement »²⁵⁰.

Ainsi, même si Héritier a jusqu'à présent résisté à l'appel à poursuivre le mouvement, si sa situation ne s'améliore pas rapidement, il pourrait changer d'avis. S'il réintègre un jour la milice de son père, il ne fera que reproduire les conditions de pauvreté et d'insécurité qui ont conduit son père à mobiliser et démobiliser son propre groupe armé à plusieurs reprises.

5. Mobilisation armée et conservation militarisée

Nous venons de démontrer comment les structures sociales qui perpétuent la mobilisation armée sont reproduites à travers les actions d'agents individuels et les conséquences involontaires de ces actions. Notre position fondamentale est que ces dynamiques existent indépendamment de la conservation militarisée, même si cette dernière a bien sûr une influence sur elles. Ici, nous donnons un aperçu de certains des effets clés de la conservation de la forteresse et de son application militarisée sur la structuration de la mobilisation armée dans le PNKB.

Les mécontentements générés par la conservation militarisée peuvent constituer un terrain fertile pour les groupes armés qui recrutent des

²⁵⁰ Interview avec Héritier dans le village de Kasheke/Kalehe en juin 2020.

soldats parmi les jeunes désœuvrés vivant dans les villages pauvres autour du parc. Il existe des preuves que ces mécontentements contre le parc peuvent motiver les gens à rejoindre les groupes armés pour se venger contre le PNKB. Par exemple, les participants à un groupe de discussion à Lwiro déclarèrent : « Si le parc ne répond pas à nos besoins, nous ferons comprendre à nos enfants que le parc est fait pour eux. Et si la situation perdure, nous finirons par envoyer nos enfants en rébellion contre les éco-gardes »²⁵¹.

Les populations font également allégeance à des groupes armés afin de continuer à accéder aux terres et aux ressources à l'intérieur du parc. Le cas le plus évident est celui des Batwa, qui ont noué des relations avec divers groupes armés opérant dans le secteur de Haute altitude du parc afin de reprendre le contrôle territorial de leurs terres ancestrales. Cependant, les efforts de conservation militarisés ne sont en aucun cas la principale cause de violence à l'intérieur du parc. La principale source de violence, en tout cas dans le secteur de Haute altitude PNKB, est probablement la ruée sur les ressources naturelles exercée par les groupes armés non-étatiques, ce qui se manifeste par les affrontements récurrents entre les différents groupes armés « Il y a une grande mine à Binjwire contrôlée par des rebelles hutus lourdement armés... Une fois, j'ai entendu des tirs provenant de cette mine jusqu'à Katana. Les gardes du parc ne peuvent pas fouler leurs pieds dans cette zone dangereuse occupée par les miliciens hutus mieux armés que les gardes éco-gardes »²⁵².

Depuis que les Batwa ont réoccupé la région et qu'une pléthore de groupes armés a afflué pour profiter de la nouvelle frontière de ressources qui a émergé, le parc devenant plus violent. Cette situation a même occasionné un mouvement des populations fuyant les atrocités perpétrées par les groupes armés dans la zone. Selon un chef local : « les affrontements entre l'ICCN et les groupes armés étaient fréquents lorsqu'ils se rencontraient dans le parc. En raison de cette insécurité, l'ICCN a suspendu ses

251 Focus group dans le village de Lwiro/Kabare en date du 21/04/2021.

252 Interview avec un chef local à Katana, en avril 2021

patrouilles dans certaines zones du parc. Les vols de récoltes, de biens et de matériels de citoyens pacifiques sont désormais fréquents dans les villages contigus au PNKB, notamment, Kahungu, Kabushwa, Mabungu, Katasomwa, Bushaku et Lemera »²⁵³.

La forte concentration de rebelles en Haute altitude du PNKB limite les actions de l'ICCN autour de son siège à Tshivanga. En conséquence, les riverains du parc aspirent à un retour à la situation d'avant octobre 2018, lorsque l'ICCN et les FARDC exerçaient un plus grand contrôle sur la région. Quand on leur demande comment la situation sécuritaire pourrait être améliorée, les gens disent souvent que l'État congolais et l'ICCN doivent fournir plus de soldats pour sécuriser le parc et les villages frontaliers. Le chef d'un village déclare: « nous voulons aussi que l'Etat revienne dans ces endroits et qu'il se manifeste. Cela nous donnerait encore plus confiance en termes de sécurité. Nous demanderons également à l'ICCN de construire des postes de patrouille pour les éco-gardes tout autour du parc afin qu'ils puissent assurer la sécurité de la population environnante. Les personnes qui ont fui leurs maisons ici à Kabushwa à cause de l'insécurité aimeraient retourner sur leurs terres natales, car elles ont été dispersées dans différents villages »²⁵⁴.

On ne peut donc pas supposer que les personnes en conflit liés à la conservation et à la délimitation du parc soient automatiquement en faveur de la dissolution des zones protégées. Bien qu'elles reconnaissent certaines des conséquences négatives de la conservation, nombreuses personnes vivant autour du secteur des hautes terres du parc ressentent tout compte fait l'effritement de l'autorité territoriale de l'ICCN comme préjudiciable à leur vie et à leurs moyens de subsistance. Cela va à l'encontre de certaines analyses récentes qui affirment que la conservation militarisée intensifie les dynamiques de conflit, d'insécurité et de protection à l'origine de la mobilisation armée dans les Kivu de l'est de la RDC.

253 Interview dans le village de Kabushwa, en avril 2021

254 Focus group dans le village de Kabushwa, avril 2021

Conclusion

Notre chapitre apporte quatre contributions essentielles à la littérature sur les mobilisations armées en rapport avec la conservation militarisée et son application dans des environnements violents. L'article souligne le risque d'exagérer l'influence des pratiques de conservation sur la mobilisation des groupes armés dans des aires protégées. Les études qui se concentrent trop sur la conservation militarisée peuvent finir par négliger des facteurs plus fondamentaux dans la production et la reproduction des mobilisations armées autour des aires protégées. Il est particulièrement important de prendre en compte les revendications des peuples autochtones Batwa de Kahuzi-Biega, qui ont été déplacés de force de leurs terres traditionnelles au nom de la conservation. Nous ne contestons pas non plus le fait que ces mécontentements peuvent constituer un terrain fertile pour la collaboration locale avec les groupes armés²⁵⁵. Inversement, notre intervention vise à démontrer que les conditions qui produisent des motivations et des opportunités pour la mobilisation des groupes armés existeraient avec ou sans conservation paramilitaire dans le PNKB. La conservation, militarisée ou non, ne déclenche pas ces conditions, même si elle peut servir à intensifier ou à atténuer leurs effets dans l'espace et le temps, en fonction du contexte. Ainsi, toute idée selon laquelle les conflits violents entourant les terres et les ressources à l'intérieur du PNKB seraient résolus après la suppression de la conservation militarisée s'avère erronée. Dans ce cadre, la conservation devient "moins une anomalie coercitive superposée à un paysage humain bénin et paisible qu'une anomalie rapidement intégrée à la dynamique souvent hostile de revendication de l'accès aux biens disponibles dans les espaces ouverts de la région"²⁵⁶.

Le lien le plus important entre la conservation militarisée et la mobilisation armée n'est pas nécessairement le résultat de revendications engendrées par la conservation des forteresses, mais plutôt le fait que les paysages

255 Op. Cit, 2018

256 Lombard, L. and Tubiana, J. 'Bringing the tracker-guards back in: Arms-carrying markets and quests for status in conservation at war', *Political Geography*, 2019, 79, p. 102131. doi:10.1016/j.polgeo.2019.102131.

- riches en ressources, isolés, avec un couvert forestier important - créés au cours de la désignation des aires protégées, constituent des endroits idéaux pour les insurgés armés recherchant une cachette pour poursuivre des agendas politiques et économiques plus vastes. La seule mobilisation classique contre le conflit de la conservation identifiée au cours de nos recherches est le retour violent des Batwa dans le parc en 2018. Cependant, même dans ce cas, les Batwa n'auraient probablement pas réussi s'ils n'avaient pas créé d'alliances avec des groupes armés qui n'ont que peu ou pas de raison de s'opposer à la conservation militarisée. Ainsi, au lieu d'être principalement motivés par le désir de résister aux règles de conservation, la majorité des groupes armés du PNKB se sont formés à la suite de tensions liées à la dynamique historique des conflits et à la marginalisation dans une région où l'État est généralement faible ou absent. D'autres ont profité des opportunités économiques offertes par les ressources situées à l'intérieur du parc. De ce point de vue, les aires protégées peuvent être considérées comme des "terrains de jeu"²⁵⁷ où se jouent des conflits plus larges et des intérêts politiques et économiques. Cela est évident dans les parcs nationaux du Népal où, même si les rebelles maoïstes ont ciblé le personnel et les infrastructures de conservation, leur angoisse politique et idéologique était principalement dirigée contre l'État²⁵⁸.

Notre troisième contribution clé concerne les implications de nos résultats pour la politique de conservation. Si la conservation militarisée n'est pas nécessairement la cause de la mobilisation armée, devrions-nous alors viser la démilitarisation de la conservation, comme le recommandent certains commentateurs ? Dans ce cas, qu'est-ce qui remplacerait la force militaire, et est-ce que cela servirait à diminuer ou à exacerber la violence à long terme ? A cet égard, on peut également s'interroger sur la faisabilité de la conservation par des moyens autres que la force militaire dans des régions où la politique passe généralement par le canon d'une arme ou, pour

257 Gaynor, K.M. et al. 'War and wildlife: linking armed conflict to conservation', *Frontiers in Ecology and the Environment*, 14(10), 2016, pp. 533–542. doi:<https://doi.org/10.1002/fee.1433>.

258 Baral, Nabin et Heinen, Joel T. The Maoist people's war and conservation in Nepal. *Politics and the Life Sciences*, 2005, vol. 24, no 1-2, p. 2-11.

reprendre les termes de Lombard et Tubiana²⁵⁹, où il y a "très peu d'autres possibilités d'être pris au sérieux". Il est également important de noter que la suppression du financement de l'application des aires protégées pourrait continuer à renforcer l'insécurité, ainsi qu'à supprimer certains des avantages (licites et illicites) auxquels les communautés vivant à proximité des aires protégées ont accès. Par exemple, Kelly²⁶⁰ montre comment la dissolution ou "l'effritement" du parc national de Waza au Cameroun a en fait exacerbé la violence et l'instabilité dans la mesure où les gens aspiraient à un retour à l'ordre relatif que le parc avait manqué "d'exclure les 'étrangers' ou de négocier une utilisation différentielle des ressources de l'aire protégée a créé une situation qui était encore plus préjudiciable à la sécurité physique et alimentaire des populations locales que l'enceinte initiale". Nous soutenons également que la conservation peut jouer un rôle actif dans l'atténuation des conflits²⁶¹. L'idée que la paix serait plus probable si les projets de conservation n'étaient pas interrompus mérite d'être remise en question dans certains cas. Nos résultats démontrent comment les conditions socio-structurelles, y compris la dynamique historique des conflits, la rareté des opportunités économiques, la présence de ressources pillables et les réseaux d'exploitants illégaux des ressources naturelles, façonnent les pratiques des agents individuels en fournissant des motivations et des opportunités pour la mobilisation armée. Simultanément, c'est à travers les conséquences involontaires des actions créatives de ces agents individuels que les conditions structurelles qui conduisent à la mobilisation armée sont reproduites et remodelées à travers le temps et l'espace dans les forêts du PNKB. La conservation et son application militarisée interagissent avec cette relation dynamique, mais ne font en aucun cas partie intégrante de sa continuation.

259 Op. Cit (2020)

260 Kelly, A.B. and Ybarra, M. 'Introduction to themed issue: "Green security in protected areas"', *Geoforum*, 2015, 69, pp. 171–175. doi:10.1016/j.geoforum.2015.09.013

261 Conca, K., Conca, P. of I.R.K. and Dabelko, G.D. *Environmental Peacemaking*. Woodrow Wilson Center Press, 2002.

Bibliographie

ADAMS, W.M. “Geographies of conservation II: Technology, surveillance and conservation by algorithm”, *Progress in Human Geography*, 43(2), 2019, pp. 337–350.

ASIYANBI, A.P. “A political ecology of REDD+: Property rights, militarised protectionism, and carbonised exclusion in Cross River”, *Geoforum*, 2016, pp. 146–156.

BARAL, Nabin et HEINEN, Joel T. “The Maoist people's war and conservation in Nepal”. *Politics and the Life Sciences*, 2005, vol. 24, no 1-2, p. 2-11.

BAYART Jean-François, « La démocratie à l'épreuve de la tradition en Afrique subsaharienne », *Pouvoirs*, 2009/2 (n° 129), p. 27-44. DOI : 10.3917/pouv.129.0027. URL : <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2009-2-page-27.htm>

BÜSCHER, B. and RAMUTSINDELA, M. “Green violence: Rhino poaching and the war to save Southern Africa’s peace parks”, *African Affairs*, 115(458), 2016, pp. 1–22.

CONCA, K., CONCA, P. of I.R.K. and DABELKO, G.D. *Environmental Peacemaking*. Woodrow Wilson Center Press, 2002.

D’SOUZA, A. “Leadership: Trilogy on Leadership and Effective Management. Paulines Publications, Nairobi, 2003, 1-60.

DUFFY, B. E., & HUND, E. “Having it All” on Social Media: Entrepreneurial Femininity and Self-Branding Among Fashion Bloggers. *Social Media + Society*, 1(2), 2015.

DUFFY, R. “Waging a war to save biodiversity: the rise of militarized conservation”, *International Affairs*, 90(4), 2014, pp. 819-834.

DUFFY, R. et al. “Why we must question the militarization of conservation”, *Biological Conservation*, 2019, pp. 66-73.

DUTTA, A. “Forest becomes frontline: Conservation and counter-insurgency in a space of violent conflict in Assam, Northeast India”, *Political Geography*, 2020, p. 77.

GAYNOR, K.M. et al. “War and wildlife: linking armed conflict to conservation”, *Frontiers in Ecology and the Environment*, 14(10), 2016, pp. 533–542. doi:<https://doi.org/10.1002/fee.1433>.

KELLY, A.B. and YBARRA, M. “Introduction to themed issue: “Green security in protected areas””, *Geoforum*, 2015, 69, pp. 171–175. doi:[10.1016/j.geoforum.2015.09.013](https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2015.09.013)

LOMBARD, L. and TUBIANA, J. “Bringing the tracker-guards back in: Arms-carrying markets and quests for status in conservation at war”, *Political Geography*, 2019, 79, p. 102131. doi:[10.1016/j.polgeo.2019.102131](https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2019.102131).

LUNSTRUM, E. “Capitalism, Wealth, and Conservation in the Age of Security: The Vitalization of the State”, *Annals of the American Association of Geographers*, 108(4), 2018, pp. 1022–1037.

LUNSTRUM, E. “Green Militarization: Anti-Poaching Efforts and the Spatial Contours of Kruger National Park”, *Annals of the Association of American Geographers*, 104(4), 2014, pp. 816–832

MARIJNEN, Esther & VERWEIJEN, Judith. “Selling green militarization: The discursive (re)production of militarized conservation in the Virunga National Park, Democratic Republic of the Congo”. *Geoforum.*, 2016, 75, pp. 274-285. doi:[10.1016/j.geoforum.2016.08.003](https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2016.08.003).

MASSÉ, F. and LUNSTRUM, E. “Accumulation by securitization: Commercial poaching, neoliberal conservation, and the creation of new wildlife frontiers”, *Geoforum*, 2016, 69, pp. 227–237.

MILLNER, N. “As the drone flies: Configuring a vertical politics of contestation within forest conservation”, *Political Geography*, 2020, p. 80.

MINARCHEK, M. “Creating environmental subjects: Conservation as counter-insurgency in Aceh, Indonesia, 1925–1940”, *Political Geography*, 2020, p. 80 - 81.

MURALIDHARAN, R. and RAI, N.D. “Violent maritime spaces: Conservation and security in Gulf of Mannar Marine National Park, India”, *Political Geography*, 2020.

NEUMANN, R.P. *Imposing Wilderness: Struggles Over Livelihood and Nature Preservation in Africa*, University of California Press, 1998.

PELUSO, N.L. & VANDERGEEST P. "Political Ecologies of War and Forests: Counterinsurgencies and the Making of National Natures", *Annals of the Association of American Geographers*, 2011, 587-608

Reno, W. "Corruption and state politics in Sierra Leone". In *Corruption and state politics in Sierra Leone* Cambridge University Press; African Studies Series, 1995, p. 83.

SANDBROOK, C. "The Social Implications of Using Drones for Biodiversity Conservation," *Ambio*, 44(4), 2015, pp. 636–647.

SIMPSON, F.O. and GEENEN, S. "Batwa Return to Their Eden? Intricacies of Violence and Resistance in Eastern DR Congo's Kahuzi-Biega National Park," *The Journal of Peasant Studies*, 2021, pp. 1–19.

VERWEIJEN, J. and MARIJNEN, E. "The Counterinsurgency/Conservation Nexus: Guerrilla Livelihoods and the Dynamics of Conflict and Violence in the Virunga National Park, Democratic Republic of the Congo," *The Journal of Peasant Studies*, 45(2), 2018, pp. 300–320.

VLASSENROOT, K., MUDINGA E & HOFFMAN, K. *Contesting Authority: Armed Rebellion and Military Fragmentation in Walikale and Kalehe, North and South Kivu*. Rift Valley Institute, 2016.

YBARRA M. "Taming the jungle, saving the Maya Forest: sedimented counterinsurgency practices in contemporary Guatemalan conservation", *The Journal of Peasant Studies*, 2012, 39:2, 479-502